

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

EPSYLAN

(Etablissement Psychiatrique de Loire-Atlantique Nord)

Travaux de réfection de toitures ardoisées à BLAIN

Pouvoir adjudicateur :

CHU DE NANTES – ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT 44
5 allée de l'Ile Gloriette
44093 NANTES CEDEX

Maître d'Ouvrage :

EPSYLAN
(Etablissement Psychiatrique de Loire-Atlantique Nord)
Lieu-dit Le Pont Piétin
BP 59 – 44130 BLAIN

Marché passé selon une procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 et des articles R.2123-1-1° et R.2123-4 à R.2123-6 du Code de la commande publique.

PREAMBULE

En application de la Loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé ayant pour objectif la mise en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé, le **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci -après **GHT 44**, a été créé par convention constitutive en date du 1^{er} juillet 2016.

Le CHU de Nantes a été désigné établissement support par la convention constitutive. A ce titre, il assure à compter du 1^{er} janvier 2018 pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants. Il assure pour le GH T44 la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du Code de la Commande publique. Les établissements parties assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution du marché public (émission des ordres de services, vérification et admission des prestations, application des pénalités, sous-traitance en cours d'exécution, règlement des factures).

...

Les 13 établissements membres du GHT Loire-Atlantique sont les suivants : CHU Nantes, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant- Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande – Le Croisic), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), CHS Blain, CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézou (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué - sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2018, seul le CHU de Nantes est compétent pour signer les marchés des établissements parties du GHT 44 et leurs avenants éventuels.



Le présent marché de travaux sera signé par le CHU de Nantes mais conclu pour répondre aux besoins exclusifs de **l'Etablissement Psychiatrique de Loire-Atlantique Nord (EPSYLAN) situé à BLAIN**. Cette dernière conserve néanmoins sa qualité de « Maître d'ouvrage » pour lesdits travaux.

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1. OBJET DU CONTRAT	5
2. ALLOTISSEMENT	5
LES TRAVAUX RELEVANT DU MARCHÉ FONT L'OBJET D'UN LOT UNIQUE.	5
3. INTERVENANTS.....	5
A. POUVOIR ADJUDICATEUR	5
B. MAÎTRISE D'OUVRAGE	5
C. MAÎTRISE D'ŒUVRE	5
D. SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS	6
E. CONTRÔLE TECHNIQUE	6
F. COORDINATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ INCENDIE	6
4. PRESTATIONS SIMILAIRES	6
5. VISITES DE SITE.....	6
6. SOUS-TRAITANCE.....	6
7. OBLIGATION GÉNÉRALES DES PARTIES	8
CHAPITRE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES ET RÉGLEMENTATION	8
8. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	8
9. CÉSSION OU NANTISSEMENT DES CRÉANCES	9
10. RÉGLEMENTATION APPLICABLE.....	9
11. CONFIDENTIALITÉ	9
CHAPITRE 3 – DURÉE DU MARCHÉ	10
12. CALENDRIER D'EXÉCUTION	10
13. RECONDUCTION.....	10
CHAPITRE 4 – PRIX ET RÉGIME DES PAIEMENTS.....	10
14. PRIX	10
A. CONTENU DU PRIX	10
B. FORME DU PRIX.....	11
C. VARIATION DU PRIX.....	11
D. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIVES	12
15. RÉGIME DES PAIEMENTS	13
A. DÉLAI ET MODALITÉS DE PAIEMENT	13
B. AVANCE.....	13
C. PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	14
16. SURETÉS DU MARCHÉ.....	14
CHAPITRE 5 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	15
17. PROVENANCE ET QUALITÉ DES MATÉRIAUX	15
18. PRÉPARATION, COORDINATION DES TRAVAUX ET RÉCEPTION DES OUVRAGES	15
A. PÉRIODE DE PRÉPARATION DES TRAVAUX.....	15
B. PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	15
D. SÉCURITÉ DU CHANTIER ET PLAN DE PRÉVENTION.	16
E. GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER.....	16
F. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	16
G. RÉCEPTION DES OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	17

CHAPITRE 6 - PENALITES17

19.	PENALITES DE RETARD	17
20.	AUTRES PENALITES SPECIFIQUES	18
A.	PENALITES EN CAS D'ABSENCE AUX REUNIONS DE CHANTIER OU ET REUNIONS AUXQUELLES L'ENTREPRISE AURA ETE CONVOQUEE....	18
B.	PENALITES EN CAS DE MANQUEMENT A LA REGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULE	18
C.	PENALITES DE RETARD DANS LA REMISE DES DOE ET DES ELEMENTS REQUIS POUR L'ETABLISSEMENT DU DIUO.....	18
D.	PENALITE DE RETARD DANS LA REMISE DE DIVERS DOCUMENTS (AUTRE QUE CEUX VISES AUX ARTICLE 20.B ET 20.C DU CCAP)	19
E.	PENALITE DE RETARD DANS LA LEVEE D'UNE RESERVE FORMULEE DANS UNE DECISION DE RECEPTION DES OUVRAGES NOTIFIEE AU TITULAIRE DU MARCHE	19
21.	APPLICATION DES PENALITES.....	19
22.	ASSURANCES.....	20
23.	GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT.....	20
24.	RESILIATION DU CONTRAT	20
A.	CONDITIONS DE RESILIATION	20
B.	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	21
25.	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	21
26.	DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX	21

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

1. Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les travaux de réfection des toitures ardoisées de certains bâtiments appartenant à l'Etablissement Psychiatrique de Loire-Atlantique Nord (EPSYLAN) situé à BLAIN.

Lieu d'exécution :

Etablissement Psychiatrique de Loire-Atlantique Nord (EPSYLAN)

Lieu-dit Le Pont Piétin

44130 BLAIN

EPSYLAN conservera pendant toute la durée d'exécution du présent marché, l'exercice de ses attributions de Maître d'Ouvrage.

Les spécifications techniques du marché sont stipulées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), joint également au dossier de consultation.

2. Allotissement

Les travaux relevant du marché font l'objet d'un lot unique.

3. Intervenants

a. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur :

CHU DE NANTES – ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT 44

Représenté par son Directeur Général

Direction Générale - Immeuble DEURBROUCQ

5 allée de l'Ile Gloriette

44 093 NANTES cedex 1

b. Maitrise d'ouvrage

La Maître d'Ouvrage :

EPSYLAN

(Etablissement Psychiatrique de Loire-Atlantique Nord)

Représenté par son Directeur

Lieu-dit Le Pont Piétin

BP 59 - 44130 BLAIN

c. Maîtrise d'œuvre

Toutes les prestations de maîtrise d'œuvre évoquées dans le CCAG-Travaux seront exécutées par le Maître d'Ouvrage.

d. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Non prévu à ce stade pour le présent marché.

e. Contrôle technique

Sans objet.

f. Coordination des systèmes de sécurité incendie

Sans objet

4. Prestations similaires

Dans le respect des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence et sans publicité préalable pourra être attribué, le cas échéant, au titulaire initial du marché pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché précédent.

5. Visites de site

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels sont réputés avoir pris connaissance des lieux, et notamment du bâtiment, de ses abords et de ses conditions d'accès lors de la visite de site fortement recommandée lors de la phase de consultation des entreprises.

Le titulaire du marché reconnaît également avoir apprécié toutes les difficultés inhérentes à un site en activité tout au long de l'exécution des travaux.

Pour les dates et les modalités d'inscription à la visite de site, se référer au chapitre V du règlement de consultation.

6. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maître d'Ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En complément des dispositions du Code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG-Travaux sous réserve des précisions ou dérogations ci-après.

Pour déclarer une sous-traitance en cours d'exécution du marché, le titulaire doit remettre contre récépissé au Maître d'Ouvrage ou lui adresser par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

- ❖ la nature des prestations sous-traitées ;
- ❖ le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- ❖ le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;

- ❖ les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- ❖ les renseignements suivants permettant d'apprécier les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie, à savoir :
 - ❖ Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du sous-traitant réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles. Si le sous-traitant est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, les documents demandés par le pouvoir adjudicateur, il peut prouver sa capacité par tout autre moyen considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur,
 - ❖ Une description de l'outillage, du matériel et l'équipement technique dont dispose le sous-traitant pour l'exécution des prestations,
 - ❖ Une présentation des références qu'il juge comme les plus représentatives eu égard aux prestations qu'il est envisagé de lui sous-traiter. Pour chacune d'elles, devra être indiqué le type de la mission, le rôle exact du sous-traitant, le nom du maître d'ouvrage et ses coordonnées, le montant des prestations réalisées ainsi que la surface concernée et la date de réalisation,
 - ❖ Les certificats de qualification professionnelle en lien avec les prestations sous-traités. La preuve de la capacité du sous-traitant peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence du sous-traitant à réaliser ses prestations.

Le titulaire du marché devra également fournir les documents suivants :

- ❖ Un relevé d'identité bancaire ou postal du sous-traitant envisagé ;
- ❖ Une attestation de vigilance URSSAF de moins de (6) six mois dite « *Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales* » du sous-traitant
- ❖ Une attestation de régularité fiscale de moins de (6) six précédant la demande d'agrément du sous-traitant ;
- ❖ L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du présent ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Pour présenter leur sous-traitant, le titulaire du marché est invité à utiliser le formulaire de déclaration de sous-traitance (*formulaire DC4*) proposé par la Direction des Affaires Juridiques (DAJ) à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>

A réception de la demande de sous-traitance dûment complété et signé des deux parties (titulaire du marché et son sous-traitant) accompagné des pièces énumérées ci-dessus, le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai de vingt et un (21) jours calendaires pour accepter ou non le sous-traitant et ses conditions de paiement.

Le silence du Maître d'Ouvrage gardé pendant 21 jours à compter de la réception de la déclaration de sous-traitance comportant, de manière exhaustive, l'ensemble des éléments requis vaut acceptation tacite et agrément des conditions de paiement du sous-traitant présenté en cours d'exécution du présent marché.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG-Travaux, la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, sera réalisée auprès du seul titulaire du marché.

7. Obligation générales des parties

Dans un délai de 2 semaines à compter de la notification du marché, le titulaire du marché désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. Ce dernier est tenu de notifier sans délai au Maître d'Ouvrage les changements survenant au cours de l'exécution du marché.

Toutefois, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de récuser la personne physique proposée dès lors qu'il juge que son comportement ou sa probité n'est pas compatible avec l'objet du marché.

CHAPITRE 2 – PIECES CONSTITUTIVES ET REGLEMENTATION

8. Pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) dont seuls les prix unitaires ont valeur contractuelle ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et les textes l'ayant modifié,
- Le(s) plan(s) de prévention ;
- Le calendrier détaillé des travaux remis à l'appui de son offre sur lequel le titulaire est engagé ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations faisant l'objet du marché ;
- Les pièces graphiques ;
- Les actes spéciaux de sous-traitances, postérieurs à la notification du marché et les avenants ;
- Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre, dans la limite du présent ordre de préséance des pièces du marché, et sans pouvoir limiter en aucune façon la portée ou le contenu du prix global forfaitaire telle que définie par les autres pièces du marché

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité établi ci-dessus.

Le CCAG travaux et les CCTG sont ceux en vigueur à la date de remise de l'offre.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des documents remis dans le cadre de la consultation.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le Maître d'Ouvrage au titulaire, de l'acte d'engagement et de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire ainsi que tous documents nouveaux ou modifiés par rapport au dossier de consultation.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-Travaux, la notification du marché ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives du marché.

9. Cession ou nantissement des créances

Le titulaire du marché peut céder ou nantir tout ou partie des créances résultant du présent marché, conformément aux dispositions des articles R.2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

Le Maître d'ouvrage délivre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire, au nantissement ou à la cession du marché, sur demande écrite du titulaire, par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-Travaux.

En cas de sous-traitance prévue dès la passation du marché, le titulaire indique dans le marché la nature et le montant des prestations qu'il envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-10 du Code de la commande publique, du paiement direct. Ce montant est déduit du montant du marché pour déterminer le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou nantir.

En cas de sous-traitance en cours de marché et dans l'hypothèse où le Maître d'Ouvrage, à la demande du titulaire du marché aurait délivré un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité, le titulaire du marché doit justifier :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

10. Règlementation applicable

Le titulaire du marché est tenu d'avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des dispositions légales et réglementaires de toute nature applicables au site et au présent marché.

Le montant du marché est réputé en tenir compte.

11. Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Son titulaire est chargé d'informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

CHAPITRE 3 – DUREE DU MARCHE

12. Calendrier d'exécution

Le délai global d'exécution des travaux relevant du présent marché, lequel comprend la période de préparation des travaux et le délai d'exécution des travaux résulte du calendrier d'exécution du titulaire remis à l'appui de son offre.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la durée de la période de préparation du marché est déterminée dans le calendrier du titulaire en étant incluse dans le délai global d'exécution susvisé.

Le point de départ du délai global d'exécution du marché est la date fixée sur l'ordre de service de démarrage notifié au titulaire du présent marché par le Maître d'Ouvrage.

Il n'est pas prévu de calendrier prévisionnel d'exécution, ni de calendrier détaillé d'exécution. Celui proposé par le candidat à l'appui de son offre dispose d'un caractère contractuel.

13. Reconduction

Il n'est pas prévu de reconduction.

CHAPITRE 4 – PRIX ET REGIME DES PAIEMENTS

14. Prix

a. Contenu du prix

Les prix du marché sont hors T.V.A.

Conformément aux dispositions de l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, les prix sont réputés comprendre notamment toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Aucune sujétion normalement prévisible ne pourra être considérée comme non couverte par les prix, au sens de l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux.

Comme toutes les autres sujétions normalement prévisibles, les sujétions liées au déroulement des travaux et à leur localisation sont intégralement à la charge du titulaire, qu'elles découlent des activités de l'établissement, des conditions de déroulement du chantier, de la simultanéité du chantier avec d'éventuels travaux ou interventions d'entretien sur le site, de la proximité de chantiers en dehors du site, des moyens de transport, de la gestion des déchets de chantier, de l'occupation du domaine public, etc.

Dans toutes les pièces techniques, la maîtrise d'ouvrage s'est efforcée de renseigner les entreprises sur la nature des travaux et prestations à exécuter, sur leur nombre, leur dimension et leur emplacement. Mais, il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que le titulaire devra exécuter comme étant dans son prix sans exception ni réserve, tous les travaux et prestations de sa compétence que sa profession nécessite et qui sont indispensables à l'achèvement complet des travaux et au parfait fonctionnement de l'ensemble.

En conséquence, le titulaire doit prévoir tous les travaux indispensables au complet et parfait achèvement dans les règles de l'art, de la bonne construction, des normes françaises et ce, sans qu'il puisse prétendre à aucun supplément de prix pour raison quelconque en dehors des suppléments résultants des modifications apportées aux plans et coupes ayant servi à l'établissement de son prix de marché.

En cas de cotraitance conjointe, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

b. Forme du prix

Les travaux faisant l'objet du marché sont traités à prix global et forfaitaire, stipulé à l'article B1 de l'acte d'engagement.

Ce prix global et forfaitaire fait l'objet d'une décomposition dont les seuls prix d'unité ont une valeur contractuelle.

Par dérogation à l'article 9.3.2 du CCAG-Travaux, la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) n'indiquera pas pour chaque prix unitaires, les pourcentages correspondant aux frais généraux ; aux impôts et taxes et à la marge pour risques et bénéfices.

c. Variation du prix

Le présent marché est passé à prix révisable.

Le mois de référence de l'établissement des prix du marché est **le mois de la date limite de remise de la 1^{ière} offre** (offre initiale en cas de négociation) appelé **le mois zéro « M0 »**.

La révision est calculée par application au prix du marché d'un coefficient (Cn) donné par la formule suivante :

$$Cn = 0.15 + 0.85 (I_n - 3 \text{ mois}) / (I_0 - 3 \text{ mois})$$

Le coefficient de révision (Cn) s'applique aux prestations et travaux exécutés faisant l'objet de la demande de paiement mensuelle y compris aux éventuelles retenues, réfections, ou pénalités appliquées hors retenue de garantie. Ce dernier sera arrondi au millième supérieur (3 chiffres après la virgule).

Cn	=	Coefficient de révision de prix arrondi au millième supérieur
Io – 3 mois	=	Valeur de l'index national BT30 : couverture en ardoises de schiste au mois zéro « M0 » supra moins 3 mois, par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG-travaux.
In – 3 mois	=	Valeur de l'index national BT30 : couverture en ardoises de schiste du mois d'exécution des travaux et des prestations faisant l'objet de la demande de paiement moins 3 mois

La révision de prix peut être calculée provisoirement chaque mois en appliquant les dernières valeurs publiées des index nationaux (article 12.2.1d du CCAG).

Le(s) dernier(s) indice(s)/index nationaux à prendre en compte pour le solde du marché de travaux est/sont celui de la date de réception des travaux retenue moins trois mois (index/indice(s) définitif(s) publié(s)).

d. Prestations supplémentaires ou modificatives

Par application des articles 13 et 14 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre pourra demander au titulaire du marché de lui remettre un devis détaillé accompagné d'un avant-métré, correspondant aux prestations nécessitées par la réalisation d'ouvrages ou travaux non prévus par le marché et réputés non inclus dans le prix global et forfaitaire et les prix unitaires.

Le titulaire du marché devra alors remettre un tel devis dans un délai maximum de 10 jours calendaires. Le titulaire ne pourra prétendre à indemnité pour l'établissement de tels devis, même s'il n'y est pas donné suite.

Tout ordre de service délivré en application de l'article 14 et 15 du CCAG-Travaux ou consistant en une quelconque modification des prestations du marché, n'est valable que s'il est revêtu du visa du Maître d'Ouvrage.

Par dérogation aux articles 14.2.2, 14.3 et 15.1 du CCAG-Travaux, l'augmentation et la diminution limites du montant contractuel des travaux, visées par ces articles pour les marchés à prix global et forfaitaire, ainsi que les plafonds qu'elles constituent au titre d'autres articles du CCAG, sont fixées à 15%.

En application de l'article 14.4.3 du CCAG, si le titulaire du marché n'a pas reçu un ordre de service décidant d'arrêter les travaux alors que le montant contractuel est atteint, il doit poursuivre les travaux au-delà de ce montant jusqu'à l'exécution complète des ouvrages, dans la seule limite du plafond fixé à l'alinéa précédent.

Par dérogation à l'article 14.4.2 du CCAG, le délai laissé pour notifier au titulaire l'éventuelle décision du maître d'œuvre d'arrêter les travaux, est de 20 jours et court à compter de l'information donnée par la titulaire prévue au 14.4 du CCAG.

15. Régime des paiements

a. Délai et modalités de paiement

Le mode de règlement du marché sera le virement.

Les paiements seront effectués par les soins du comptable assignataire du présent marché.

Conformément aux dispositions, de l'article R 2192-11 1° du Code de la commande publique, le délai global de paiement des sommes dues est de 50 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le maître d'œuvre, après exécution et/ou admission des prestations et des travaux.

Pour le paiement du solde des marchés de travaux, le délai de paiement court à compter de la date de réception par le Maître de l'Ouvrage du décompte général et définitif établi dans les conditions fixées à l'article 4.4 ci-après.

En application de l'article L.2192-13 du Code de la Commande publique, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement.

Conformément à l'article R.2192-31 du Code de la Commande publique, le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40 euros, en application de l'article D.2192-35 dudit Code.

Le délai de paiement de 50 jours pourra toutefois être suspendu par décision de l'ordonnateur en application des articles R. 2192-27 et suivants du Code de la Commande publique. Ce dernier notifiera à son cocontractant sa décision et les raisons l'ayant justifiée, conformément aux dispositions de l'article R.2192-28 dudit Code.

b. Avance

Dans le respect des dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la Commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Pour l'application de l'article 10.1 du CCAG-Travaux, l'option retenue est l'option B.

Le montant de l'avance est égal à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial TTC du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le paiement de l'avance intervient, dans un délai de 50 jours, sur présentation d'une demande écrite avant l'émission de la première demande de paiement mensuelle. Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes. Ce remboursement commence lorsque le montant des travaux exécutés atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché, et se termine lorsque le montant des travaux exécutés atteint 80% du montant toutes taxes comprises du marché.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

c. Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG-Travaux.

Elles devront également comporter les mentions obligatoires stipulées par l'article D.2192-2 du Code de la commande publique.

Pour chaque demande de paiement, le titulaire du marché transmettra au Maître d'Ouvrage un projet de décompte mensuel qui devra comporter à minima le numéro de marché, ainsi que l'intitulé de la mission et le numéro chronologique de demande de paiement.

Pour le versement du solde du marché, le titulaire du marché, devra se conformer aux dispositions des articles 12.4 et 12.5 du CCAG-Travaux.

Les demandes de paiement seront adressées au Maître d'Ouvrage exclusivement sous forme dématérialisée en utilisant la plateforme dénommée CHORUS Pro.

Pour accéder au portail Chorus Pro, veuillez suivre le lien suivant :

- <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour de plus amples informations, veuillez suivre le lien suivant :

- <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures, les paramétrages du Maître d'Ouvrage sont les suivants :

- L'établissement est identifié sur le portail comme « Centre Hospitalier de Blain »
- Le code Siret : 26440054000011
- Le code service exécutant : SERVICES_ACHATs

16. Sûretés du marché

Une retenue de garantie de 5 % du montant initial des travaux le cas échéant du montant des modifications du marché public en cours d'exécution, est appliquée par fractions sur chaque décompte mensuel (avance exceptée) ainsi que sur le décompte général.

Cette retenue peut être remplacée par une garantie à première demande conformément à l'article R. 2191-36 du Code de la Commande publique, étant précisé que le Maître d'Ouvrage s'oppose à ce que la retenue de garantie soit remplacée par une caution personnelle et solidaire.

En cas d'avenant qui augmente le montant du marché initial, la garantie à première demande, doit être complétée en fonction des évolutions du marché.

L'original de la garantie à première demande devra être adressé au Maître d'Ouvrage.

La garantie à première demande pourra être remise tout au long de l'exécution du marché. Si des acomptes mensuels ont déjà été réglés, les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie sera remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande seront libérés qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux, éventuellement prolongé.

CHAPITRE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

17. Provenance et qualité des matériaux

Le titulaire du marché est tenu de mettre en œuvre les matériaux, produits, équipements ou composants de construction figurant dans son offre, le cas échéant dans sa forme issue de la mise au point du marché, en respectant exactement les marques, modèles, et références y figurant.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra être en mesure de produire une copie des bons de commande des matériaux, produits, et composants de la construction et des équipements.

Il est également tenu de mettre à leur disposition toute la documentation technique, les prototypes ou les échantillons demandés, ainsi que les manuels détaillant le plan de maintenance du constructeur (pour les équipements).

18. Préparation, coordination des travaux et réception des ouvrages

a. Période de préparation des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée qui sera définie dans le calendrier d'exécution des travaux remis par le titulaire du marché à l'appui de son offre, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux.

Cette période débute à compter de la date fixée sur l'ordre de service de démarrage des travaux qui sera notifié au titulaire du marché par le Maître d'Ouvrage.

b. Programme d'exécution des travaux

Il est fait application de l'article 28.2 du CCAG -Travaux.

En outre, il est précisé que le programme d'exécution doit comporter tous les éléments requis au déroulement des études d'exécution et du chantier, notamment :

- Liste des documents d'exécution,
- Le calendrier des études d'exécution ;
- La liste des tâches élémentaires (y compris commandes, fabrication et pose) ;
- Les matériels et méthodes utilisés,
- Le(s) plan(s) de prévention visé(s) au point e) ci-après
- Le plan d'assurance qualité du chantier, en cas de sollicitation du Maître d'Ouvrage,

- Le schéma d'organisation et de gestion des déchets.

Toutes les installations et moyens techniques nécessaires au commencement de l'exécution des travaux, déterminés en accord avec le Maître d'Ouvrage, devront être opérationnels avant la fin de la période de préparation.

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG, il incombe au titulaire du marché d'obtenir, à l'exception des autorisations de construire, toutes les autorisations, notamment administratives, nécessaires à la réalisation des ouvrages, le Maître d'Ouvrage pouvant le cas échéant apporter leur concours pour en faciliter l'obtention.

Le prix du marché est réputé inclure tous les frais et délais liés à l'obtention, l'affichage, le maintien en état et le constat si nécessaire de ces autorisations.

c. Réunions et visites

Le titulaire ou son représentant est tenu d'être présent aux réunions et visites auxquelles il aura été convoqué par le Maître d'Ouvrage.

Il est accompagné s'il y a lieu de ses sous-traitants.

d. Sécurité du chantier et plan de prévention.

Le titulaire du marché s'engage à respecter l'intégralité des règles du code du travail pendant toute la durée d'exécution du marché.

Comme évoqué dans le CCTP, le titulaire du marché devra établir en lien avec un représentant du Maître d'Ouvrage le(s) plan(s) de prévention requis, **avant toute intervention sur site.**

Un exemplaire dûment daté et signé devra être remis au Maître d'Ouvrage.

La mise à jour devra être effectuée par l'entreprise autant de fois qu'il sera nécessaire.

Les dispositions dudit plan validé par le Maître d'Ouvrage doivent être respectées par l'entreprise durant toute la durée de l'exécution de ses travaux.

e. Gestion des déchets de chantier

Il est fait application de l'article 36 et 37 du CCAG-Travaux.

Le titulaire du marché effectue les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux, objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire se doit de fournir au Maître d'Ouvrage les éléments de traçabilité des déchets sur simple demande de leurs parts.

f. Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du maître d'ouvrage.

Il prend également en compte les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit...

Les travaux se déroulant en site occupé, le titulaire prend en compte toutes les mesures afin de limiter les nuisances sonores et les vibrations.

g. Réception des ouvrages ou parties d'ouvrages

La réception des ouvrages s'opère conformément à l'article 41 du CCAG-Travaux.

La réception des ouvrages prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Le Maître d'ouvrage se réserve, avant achèvement de l'ensemble des travaux, le droit de prendre possession de certains ouvrages ou parties d'ouvrages. Elle sera alors précédée d'une réception partielle.

h. DOE et éléments requis pour l'établissement du DIUO

Les stipulations de l'article 40 du CCAG-travaux s'appliquent auxquelles s'ajoutent les précisions suivantes :

- L'ensemble des documents constituant les DOE seront remis 8 jours après la réception des travaux.
- Le nombre d'exemplaires sollicités est 2 exemplaires papier et un (1) exemplaire numérique par clé USB ou CD.
- Les documents nécessaires à la constitution du DOE et du DIUO qui devront comprendre la totalité des éléments listés ci-après à savoir :
 - Fiches techniques des matériaux employés ;
 - Garanties contractuelles ;
 - Procédures d'entretien et de maintenance des installations.

CHAPITRE 6 - PENALITES

19. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux, les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard **imputable au titulaire** dans l'exécution du marché comparativement au calendrier contractuel de l'opération :

■ Retard sur le délai global d'exécution :

En cas de retard constaté, le titulaire du marché sera passible sans mise en demeure préalable, de pénalités dont le montant est fixé par jour calendaire de retard à 1/1 000 ème du montant hors-taxes de l'ensemble de son marché avec un montant minimum de 300€/jour.

■ **Retard dans un des délais intermédiaires du calendrier contractuel d'exécution des travaux (début et / ou fin d'une tâche par exemple) :**

En cas de retard constaté, le titulaire du marché sera passible sans mise en demeure préalable de pénalités dont le montant est fixé par jour calendaire de retard à 1/1 000 ème du montant hors taxes de l'ensemble de son marché avec un montant minimum de 200€/jour.

20. Autres pénalités spécifiques

a. Pénalités en cas d'absence aux réunions de chantier ou et réunions auxquelles l'entreprise aura été convoquée

En cas d'absence aux réunions de chantier, le titulaire dont la présence est requise encourt une pénalité forfaitaire fixée à 150 € par absence.

b. Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

En cours d'exécution du présent marché, le titulaire du marché doit, tous les 6 mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, adresser les mêmes pièces, à jour, qui avaient été exigées pour la signature du marché, à savoir :

- Les pièces prévues à l'article D.8222-5 du Code du travail pour le contractant établi en France et à l'article D.8222-7 pour celui établi à l'étranger,
- Ainsi que celles prouvant qu'il est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement auprès des organismes de recouvrement que sont les URSSAF, les caisses générales de sécurité sociale, les caisses d'allocations familiales, et les caisses de mutualité sociale agricole, dans les conditions de l'article L.243-15 du Code de la sécurité sociale.

Si le maître de l'ouvrage ne les a pas reçus, il lui en fera la demande, le titulaire du marché aura alors 5 jours calendaires pour les adresser.

Dès que le délai de 5 jours sera expiré, le titulaire du marché se verra appliqué une pénalité forfaitaire de 50€, par jour calendaire de retard, jusqu'à réception de l'ensemble des pièces susvisés par le Maître d'Ouvrage.

En outre, dans le cadre du dispositif d'alerte défini à l'article L 8222-5 du Code du travail, si le titulaire du marché n'a pas donné suite, dans le délai imparti, à la mise en demeure du Maître d'Ouvrage de régulariser au plus vite sa situation, ce dernier pourra soit appliquer des pénalités, soit résilier le marché à l'expiration dudit délai, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités s'élèveront à 1 000 € par jour jusqu'à ce que l'entreprise apporte la preuve de la régularisation de la situation (correction des irrégularités constatées).

c. Pénalités de retard dans la remise des DOE et des éléments requis pour l'établissement du DIUO

En cas de retard dans la remise des documents « exhaustifs » de l'article 18.h, le titulaire du marché sera passible ; sans mise en demeure préalable, d'une pénalité par jour calendaire de retard de 300 € par document.

- d. Pénalité de retard dans la remise de divers documents (autre que ceux visés aux article 20.b et 20.c du CCAP)

En cas de retard dans la remise de divers documents par le titulaire du marché au Maître d'Ouvrage ou à tout autre intervenant, comme par exemple une déclaration de sous-traitance ou un devis détaillé, ce dernier sera passible ; sans mise en demeure préalable, d'une pénalité par jour calendaire de retard de 150 € par document.

- e. Pénalité de retard dans la levée d'une réserve formulée dans une décision de réception des ouvrages notifiée au titulaire du marché

En cas de retard dans la levée d'une réserve formulée dans une décision de réception des ouvrages notifiée au titulaire du marché, ce dernier sera passible ; sans mise en demeure préalable, d'une pénalité par jour calendaire de retard de 100 € par réserve.

21. Application des pénalités

Toutes les pénalités prévues sont encourues sur simple constatation d'un des intervenants de l'opération, excepté pour les pénalités prévues à l'article 21 b) du présent CCAP « Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé », elles sont cumulables, et ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, le titulaire du marché n'est pas forcément exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Le montant du marché pris comme base pour le calcul de la pénalité est considéré prendre en compte toutes les modifications en cours d'exécution notifiées à la date d'application de la pénalité.

Le montant des pénalités n'est pas assujetti à la TVA, en cas d'application de celles-ci, elles devront être déduites du montant TTC de l'acompte du solde à payer.

Une fois le montant des pénalités déterminées, la formule de variation des prix prévue au marché leur est appliquée (confer article 14 c) du présent CCAP).

Les pénalités pourront être indifféremment appliquées dans le cadre des décomptes mensuels et/ou dans le cadre du décompte général du marché.

L'application de pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG travaux.

CHAPITRE 7 –ASSURANCES – GARANTIES - RESILIATION DU MARCHE – LITIGES - CLAUSES DIVERSES

22. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- ☞ une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- ☞ une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

23. Garantie de parfait achèvement

Le titulaire est tenu à la garantie de parfait achèvement telle que prévue à l'article 44 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

Pendant ce délai, le titulaire devra remédier, d'une part, à toutes les réserves dont a été assortie la réception et, d'autre part, à tout désordre qui lui sera signalé. Il devra remédier aux désordres dans le délai qui lui sera alors fixé.

Le délai de garantie de parfait achèvement pourra être prolongé en application de l'article 44.2 du CCAG-Travaux. La garantie produira alors tous ses effets pendant cette prolongation.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG-Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement sera prolongé automatiquement jusqu'à ce que l'ensemble des réserves dont était assortie la réception soient levées et jusqu'à ce qu'il soit remédié à tous les désordres signalés.

24. Résiliation du contrat

a. Conditions de résiliation

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 46.3 du CCAG travaux avec les précisions suivantes :

- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- en cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG travaux, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

b. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

25. Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Nantes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

26. Dérogations au CCAG-Travaux

Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
Article 3.6.1.2	Article 6
Articles 4.1 et 4.2	Article 8
Article 4.2	Article 9
Article 28.1	Article 12
Article 9.3.2	Article 14.b
Article 9.4.4	Article 14.c
Articles 14.2.2 ; 14.3, 15.1 et 14.4.2	Article 14.d
Article 28.1	Article 18.a
Article 19.2.3	Article 19
Article 19.2.1	Article 21
Article 44.2	Article 23
Article 52.1	Article 24
